

URSS: LE DEVENIR DE LA SOCIÉTÉ URBAINE.

La révolution urbaine ou urbanisation a été le second processus très important de la modernisation de la société en URSS. Il a été lui aussi plein de contradictions internes: chaque tentative de se rapprocher des sociétés urbaines occidentales s'accompagnait d'une autre allant dans le sens inverse, ce qui conférait à tout le mouvement un caractère douloureux, incohérent.

Et pourtant l'urbanisation est devenue, vraisemblablement, le maillon central de la modernisation de la société soviétique. Comme l'a judicieusement remarqué, un historien américain M. Lévine, même une simple étude des données démographiques relatives à la croissance de la société urbaine soviétique au cours des cinquante dernières années permet de "comprendre beaucoup de choses sur la série de transformations par laquelle est passée l'Union Soviétique, ainsi que sur la dernière cruciale étape qu'elle franchit actuellement ... Ce qui n'a pas empêché les villes de constituer finalement le moteur principal de la transformation sociale - et bientôt aussi probablement politique - la plus importante de la Russie." [1, p 50, 52].

1. L'urbanisation tardive.

Comme pour tout le reste, l'urbanisation dans l'ancienne Russie s'effectuait avec un grand retard. Au XIXe siècle, les sociétés rurales de l'Europe occidentale se transformaient rapidement en sociétés urbaines. L'Angleterre venait en tête: en 1920, les villes qui comptaient 20000 habitants et plus absorbaient déjà 64% de la population, celles de 100000 habitants et plus - 50% de la population [2, p. 98, 100]. Mais à cette époque, l'Angleterre, bien que se maintenant en première ligne, avait perdu néanmoins son caractère exclusif. En Allemagne, la part de la population des villes de 20000 habitants et plus était de 40%, 37% en France, 49% en Belgique, 45% en Hollande [ibid.]

Rien de pareil en Russie. Elle accusait tout d'abord un retard quantitatif sur l'Occident d'après les rythmes de son urbanisation. Certes, les villes se développaient là aussi. Mais elles ne purent très longtemps acquérir une portée économique suffisante et les fonctions politiques et militaires reléguèrent au second plan les fonctions commerciales et industrielles. Il en résulta que vers la seconde moitié du XVIIIe - première moitié du XIXe siècle, au moment où l'Occident était à la veille d'une véritable explosion des villes, le rythme de l'urbanisation en Russie se ralentit, au contraire et la part des villes dans la population du pays et son potentiel commercial et industriel se réduisirent [3, p. 231-133].

La situation ne se modifia qu'au cours de la seconde moitié du XIXe siècle après l'abolition du servage. La vie russe sortait de plus en plus du cadre des campagnes. De nouvelles villes apparurent même si elles n'étaient pas d'emblée reconnues par les autorités et par les statistiques. L'industrie se développait, les foires étaient supplantées par les bourses de commerce et des valeurs, le capital bancaire croissait. La population urbaine augmentait en fonction de l'apparition de nouvelles activités.

Selon les données de A. Rachine (tableau 3.1), la population urbaine de la Russie avait plus que triplé, étant passée à 16 millions de personnes au cours d'environ cinquante ans de la période pré-révolutionnaire. Les publications officielles soviétiques évaluent depuis longtemps l'effectif de la population urbaine en 1913 dans les limites des frontières de l'URSS après la guerre (après 1945) à 28,5 millions de personnes, et sa part à 17,9% [voir par exemple, 4, p. 13]. Il est fort possible qu'elles suivent les statistiques d'avant la révolution, qui, de l'avis de Rachine [5, p.25] et de certains autres démographes avaient tendance à exagérer l'effectif de la population. Si l'on accepte les données officielles, la croissance pourrait être plus grande que sur le tableau. D'ailleurs, les frontières avant la révolution et après la dernière guerre ne coïncident pas tout à fait, les différences ne sont pas trop importantes.

Ajoutons encore quelques mots sur la croissance de la population dans les grandes villes. De l'avis de B. Mironov, le ralentissement du rythme de l'urbanisation à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle était en partie compensé par l'expansion des grandes villes dont la part des habitants dans la population de la Russie était presque au même niveau que dans les pays européens [3, p. 234-235]. Prenons les villes incontestablement grandes

comptant au moins 100 000 habitants. En 1811, il n'y en avait que deux en Russie – Pétersbourg et Moscou, trois avec Odessa, apparue en 1863. Mais en 1885, seulement un peu plus de 20 ans plus tard, on comptait déjà en Russie 13 villes de 100 000 habitants, 19 en 1897 et 29 en 1914 [5, p. 99, 104–110]. Pétersbourg et Moscou devinrent des villes d'un million et plus d'habitants d'après le recensement de 1897.

Lénine voyait dans l'accroissement des villes en Russie "l'expression la plus concrète" de l'accroissement de la population commerciale et industrielle à laquelle il accordait une très grande importance [6, p. 489]. Il avait, certes, toutes les raisons de parler de l'augmentation rapide des citadins, de "la croissance immense des grands centres industriels" [Ibid. p. 493], etc. Mais là comme dans bien d'autres cas, se pose la question de savoir ce que représente cette "immensité". Si le propriétaire d'un kopeck trouve un autre kopeck, il voit doubler sa fortune, c'est une croissance immense. Mais cela ne signifie nullement qu'il soit devenu riche.

La Russie s'est engagée dans l'époque de la réforme avec une population urbaine très réduite. En cinquante ans, elle a au moins triplé mais le pays n'en est pas devenu pour autant un pays urbain. L'expansion des villes semblait alors à beaucoup contre nature pour un pays comme la Russie, les grandes villes étaient perçues comme une exception ne pouvant convenir à la rigueur qu'à une capitale. Andreï Biély ironisait dans son roman "Pétersbourg": "Notre empire de Russie est constitué d'une multitude de villes, villes capitales, chefs-lieux de gouvernement, chefs-lieux de district, chefs-lieux déçus... Et Pétersbourg se distingue d'elles toutes de manière frappante... Les autres villes russes ne sont au fond qu'un misérable tas de bois... Or, si vous continuez à soutenir cette légende des plus absurdes, l'existence d'un million et demi de Moscovites, il faut reconnaître que la capitale est Moscou, car il n'y a que les capitales qui aient un million et demi d'habitants; tandis que dans les chefs-lieux de province, on n'a jamais vu, on ne voit jamais et on ne verra jamais un million et demi d'habitants".

Il y avait tout lieu d'ironiser. Au cours de tout le XIXe siècle, l'effectif et la part des habitants des villes augmentaient sans cesse en Russie, et au début du XXe siècle, de nombreux Russes savaient déjà très bien ce qu'était une ville surtout une grande ville. Néanmoins, selon les critères mondiaux, la vie urbaine en Russie était encore peu développée. A la veille de la Première Guerre mondiale, la grande majorité de la population de Russie était rurale à 80–85%.

2. L'explosion urbaine.

Au cours de la révolution et de la guerre civile, les villes ont connu la misère et la famine, une partie des citadins chercha son salut dans la campagne nourricière, ce qui fait que la part de la population urbaine s'est même réduite. S'il faut croire les données officielles (on est bien obligé de faire ces réserves), elle était de 15,3% en 1920, de 16,2 en 1922 pour atteindre seulement en 1926 son niveau d'avant-guerre, soit 17,9% [7, p. 8]. Toutefois, l'année 1929, "l'année du Grand Tournant" approchait.

Il existe plusieurs évaluations de l'ensemble de la population et de la population urbaine de l'URSS du début de 1929 au début de 1939 dans les frontières avant 1939–, Certaines d'entre elles sont indiquées sur le tableau 3.2.

Dans la dernière colonne du tableau, on trouve les évaluations récemment parues de l'effectif de la population dans les années trente. Elles ont été faites à partir de l'utilisation d'une information inaccessible autrefois, notamment du recensement "réprimé" de 1937 et qui révèle l'inexactitude des données publiées auparavant. Toutefois, les auteurs des évaluations se sont abstenus de préciser l'effectif de la population urbaine d'après les données du recensement de 1937 "à cause des différences considérables de ces données dans différents tableaux se trouvant dans les archives. Il n'existait pas à l'époque de critères précis d'après lesquels on rattachait telle ou telle localité à une catégorie urbaine... On ne saurait exclure les ordres d'en haut poursuivant le but de montrer les succès de l'industrialisation" [8, p. 66].

Il est encore plus difficile après cette remarque de juger de l'ampleur véritable de l'urbanisation dans les années trente. Néanmoins les différences dans les évaluations sur le tableau 2 ne sont pas si grandes que l'on ne puisse mettre en doute l'aspect général des changements démographiques au cours de cette période. Même s'il s'agit d'une "fourchette" de plusieurs millions de personnes, l'accroissement très rapide de la population urbaine frappe

l'imagination. En quatre ans, de 1929 à 1933, son accroissement représentait de 12 à 13 millions de personnes et 27 à 28 millions en dix ans, de 1929 à 1939. Soit même 25 millions, pour "montrer les succès de l'industrialisation". De toutes façons c'est beaucoup plus qu'au cours des 50 années avant la révolution.

Il en est de même pour les grandes villes. Des 29 villes peuplées de cent mille habitants que comptait la Russie la veille de la Première Guerre mondiale, il n'en restait plus que 24 en 1926 (en furent exclus Riga, Vilnius et Kichinev qui se retrouvèrent en dehors des frontières du pays, ainsi que Tomsk et Vitebsk dont l'effectif de la population était tombé à moins de cent mille). Mais vinrent s'ajouter 7 villes qui avaient dépassé la centaine de mille dont Sverdlovsk, (Ekaterinbourg), Novossibirsk, Voronej, Tver, Staline (anciennement Youzovka, par la suite Stalino et après Donetsk), Vladivostok, Samarkand. Ainsi, on comptait en 1926 dans les frontières d'alors 31 villes de cent mille habitants. Et en 1939, il y en avait déjà 89! Sept d'entre elles apparurent grâce à l'extension des frontières en 1939 (Riga, Lvov, Vilnius, Tallinn, Kaunas, Kichinev, Tchernovtsi) mais 51 – grâce à la croissance impétueuse de leur population.

Et ce n'était que le début. Etant entré en mouvement, le pays ne s'est pas arrêté jusqu'à présent. C'est comme si on avait actionné une énorme pompe pompant sans cesse des millions et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants de la campagne à la ville, transformant les ruraux en citoyens.

Certains eurent de la chance et devinrent des citoyens uniquement parce que leur village s'était transformé, pour une raison ou pour une autre, en ville ou en "localité de type urbain" et n'eurent aucun besoin au moins de quitter leurs lieux nats. Mais la plupart ne surent l'éviter. L'océan rural s'ensablait rapidement. La population urbaine poussait comme des champignons. Le tableau 3.3 est une brève chronique de cette croissance.

En cinquante ans, toute la population de l'URSS a augmenté de 94,5 millions, tandis que la population urbaine – de 127,5 millions. Il va sans dire aux dépens de la campagne dont la population s'est réduite de 33 millions de personnes. En 1990, l'effectif de la population rurale sur le territoire proche de celui de l'ancien empire russe était presque le même que cent ans auparavant alors que l'ensemble de la population a augmenté de 2,3 fois. Mais cela concernait l'ensemble du pays. Dans les limites de sa partie européenne et de la Sibérie où étaient concentrés il y a cent ans environ 85% de la population rurale, elle s'est réduite de 23 millions de personnes. En Russie, à proprement parler, sa part dans l'ensemble de la population s'est réduite à 26% .

La population urbaine croissait mais c'était celle des grandes villes qui augmentait le plus vite [voir le tableau 3.4]. A la fin des années 80, on comptait dans les villes de cent mille habitants au moins 60% de citoyens.

Les chiffres cités sont impressionnants et il donne, semble-t-il, toutes les raisons d'affirmer que dans les années 80 la société soviétique est devenue une société urbaine vu que les deux tiers de la population du pays sont des citoyens. En vérité, tout n'est pas si simple.

3. L'urbanisation à travers les générations.

Les démographes connaissent très bien la différence entre les analyses "transversale" et "longitudinale" et les différents résultats qu'elles donnent. Les indices "transversaux" sont généralement plus accessibles aux chercheurs. Mais elles permettent de juger des générations des hommes fictives et artificiellement construites alors qu'en fait d'autres générations réelles entrent en jeu dans l'histoire.

L'information généralement utilisée sur l'urbanisation en URSS est fondée justement sur les indices transversaux et c'est pourquoi elle donne un tableau jusqu'à un certain point faussé des changements en cours. Si nous voulons nous libérer de ces défauts, il faut passer à une autre optique, à l'optique des cohortes.

C'est cette optique que propose le tableau 3.5. Il a été réalisé d'après les données des recensements de 1897, 1926, 1939, 1959, 1970, 1979 et 1989 et montre la part des citoyens à différents âges pour une série suffisamment grande de générations réelles d'hommes nés dans notre pays.

Ce tableau explique beaucoup de choses. On voit notamment que les générations qui sont nés les dernières décennies du siècle passé, étaient, essentiellement, des ruraux, des paysans de souche et ils le sont restés presque toute leur vie.

Ce n'est qu'à un âge avancé, une fois vécue la période la plus active de leur vie, qu'une grande partie des hommes de cette génération est devenue urbaine, ils sont plutôt venus finir leurs jours auprès de leurs enfants ayant déjà pris racine dans les villes.

Mais à l'époque de leur jeunesse, après toutes les guerres et les révolutions de la seconde décennie de notre siècle, le pays était resté paysan. Mais pas pour longtemps à présent, d'ailleurs. La campagne des années 20, qui commençait à retrouver son calme et à s'enrichir, ne pouvait même pas se représenter dans ses rêves les plus sombres "la carrière urbaine" véritablement vertigineuse qui attendaient les générations nées dans les premières décennies du siècle. Parmi ceux qui ont commencé à vivre en 1910 - 1920, ils n'étaient pas plus de 10 à 15% de citadins de naissance. Mais dès leur plus jeune âge, un grand nombre d'entre eux a été entraîné dans le courant des migrations dans les villes, car le boom de la migration de leurs parents dans les années vingt - trente a coïncidé avec leur enfance. Les années quarante - cinquante ont été pour eux déjà une période de leurs propres migrations. Aussi, à un âge avancé, 50% et même plus de cette génération étaient-ils des citadins. Au cours des quarante premières années de la vie de ceux qui sont nés dans les années vingt, près de la moitié de cette génération et, pour être plus précis, de sa partie qui a survécu au cours de cette période, a déménagé dans les villes.

C'est ainsi qu'a été décidé d'avance le déroulement ultérieur des événements. Dans les générations plus jeunes, la part de ceux qui étaient nés dans les villes grandissait rapidement, dans les générations des années 40, le processus de "dépaynnisation" se ralentissait déjà manifestement. Elles étaient à l'origine plus urbaines car près du tiers de leur effectif initial était des citadins de souche. Et au cours des quarante premières années de leur vie, encore près de 40% de natifs des campagnes sont devenus des citadins, soit beaucoup moins que dans la génération des années vingt.

Dans la génération des années cinquante - soixante, la part de ceux qui sont nés dans les villes était si élevée (elle se rapprochait peu à peu de la moitié) que pour elles la migration à la même échelle des originaires de la campagne dans la ville devint quasiment impossible. Et enfin dans la génération des années soixante, la part de ceux qui étaient nés dans les villes dépassait (pour la première fois en 1968) le nombre de ceux qui étaient nés à la campagne.

Nous pouvons à présent comparer les données "transversales" et "longitudinales". La part des citadins en URSS en 1990 était de 66%. Mais dans quelle mesure étaient-ils réellement "urbains"? Parmi les sexagénaires du pays, on ne comptait pas plus de 15 à 17% de citadins de souche. Ils étaient déjà 40% parmi ceux qui étaient âgés de 40 ans, et plus de la moitié parmi les jeunes de 22 ans et moins. Mais parmi ces derniers, on compte 37% de l'ensemble de la population, soit une minorité. On ne saurait dire donc aujourd'hui non plus que nous sommes devenus une société urbaine par excellence. Nous sommes encore dans la majorité des citadins appartenant à la première génération, qui sont à moitié ou au trois quarts citadins et à moitié ou au quart paysans. Nous sommes tous presque inévitablement "transitoires", marqués par le sceau de la marginalité. De plus, nos enfants en sont marqués aussi, dans une certaine mesure.

Et néanmoins, les changements sont immenses. Près de 60% de tous les enfants dans l'ex-URSS (et 70% en Russie) naissent dans les villes et sont élevés dans ces villes et éduqués par elles. Cette part ne fera que grandir, les citadins de souche deviendront sous peu la majorité absolue. Ce changement quantitatif règle-t-il tous les problèmes liés à l'achèvement de l'urbanisation et à sa contribution à la modernisation de la société soviétique?

4. Urbanisation et modernisation .

La ville et la campagne s'opposent, en premier lieu, non comme deux types d'agglomération mais comme deux principes d'organisation de la vie sociale et la transition de la société et de l'homme "ruraux" à la société et à l'homme "urbains" forme un des vecteurs principaux du mouvement de la société vers un nouvel état qualitatif. La ville moderne s'accommode difficilement des séquelles du Moyen Age. Elle est hostile par sa nature à tout caractère patriarcal, elle donne constamment naissance à de nouveaux agents de modernisation et les éduque.

Ces qualités inhérentes à la ville sont définies en beaucoup de points par des particularités physiques, si l'on peut dire, du milieu urbain, par le type d'organisation de la vie

de l'homme, sa biographie individuelle dans le temps et l'espace. La ville étend démesurément la multiplicité et la diversité de ce que Hägerstrand appelle "domaines", cellules espace - temps, dans les limites desquels les choses et les événements se trouvent sous le contrôle d'un individu donné ou d'un groupe " [9, p. 16]. Elle inflige ses restrictions différentes de celles de la campagne sur l'activité de l'homme et lui impose ses exigences.

On voit s'accroître brusquement la multiplicité et l'accessibilité des "liens de l'activité", (activity bundles), terme appartenant également à Hägerstrand, composition de gens et d'éléments matériels qui apparaissent à un moment donné, dans un endroit donné avec un but donné et qui rend beaucoup plus complexe et différencié non seulement l'espace physique mais aussi social des villes. Les anciens régulateurs du comportement des hommes perdent de leur valeur, deviennent inefficaces. Chaque citoyen se trouve devant un choix illimité d'actes, de carrières, de lignes de comportement. Par ailleurs, la vie dans le monde urbain est anonyme, les liens sociaux s'effectuent par des intermédiaires (par exemple, le marché au cours duquel le consommateur et le producteur peuvent ne jamais se rencontrer). Le contrôle social de type rural, la censure extérieure de comportement de chacun est impossible. Pour que la société ne sombre pas dans le chaos, il faut des mécanismes nouveaux de régulation et ils s'élaborent par une nouvelle pratique sociale.

Parallèlement au développement de l'espace social urbain beaucoup plus complexe et plus différencié que l'espace rural, on voit s'accroître infiniment l'espace intérieur de la personnalité, sa conscience de soi, sa propension à réfléchir, à éprouver des sentiments moraux et émotionnels, etc. Comme le notait Simmel " la ville gagne une valeur tout à fait nouvelle dans l'histoire mondiale des mentalités... Libérés des liens historiques, les individus veulent aussi à présent se différencier les uns des autres. Et chaque individu, ce n'est plus l'"universalité de l'homme", mais précisément l'unicité qualitative et le caractère irremplaçable qui constituent à présent les supports de sa valeur [10. p. 76].

C'est ce qui rend possible, indispensable même les nouveaux principes de la gestion sociale du comportement humain. Le contrôle extérieur cède de plus en plus la place au contrôle intérieur, "la honte" devant autrui pour avoir enfreint les normes dictées par la société cède la place à un sentiment de "culpabilité".

Tout le comportement de l'homme se règle désormais de "l'intérieur" beaucoup plus que de "l'extérieur" et ce moyen de régulation est perçu par l'homme comme une liberté par rapport à l'absence de liberté dans les conditions de la censure rurale extérieure. C'est ainsi que la maxime médiévale "l'air de la ville rend l'homme libre" acquiert une nouvelle résonance.

Ainsi la liberté urbaine est une façon particulière d'existence de l'homme dans le système de la régulation sociale de l'activité urbaine qui engendre en grand nombre un type nouveau d'individus à l'esprit plus universel et ayant plus d'initiative qu'avant, capable en puissance de maîtriser toute la diversité nouvelle sans précédent du monde extérieur, de s'intégrer dans un système fondamentalement nouveau, beaucoup plus complexe de rapports sociaux. Un tel individu se sent à l'étroit dans le cadre des régulateurs institutionnels "ruraux" traditionnels et il commence à s'en libérer non pas parce que ou pas seulement parce qu'ils n'assurent pas une richesse suffisante ou la puissance militaire du pays mais aussi (et peut être, en premier lieu, parce qu'il n'entre plus, à titre privé, en tant qu'être humain, dans les vieux vêtements institutionnels. C'est alors que la modernisation cesse d'être le souci de l'Etat pour devenir une préoccupation personnelle, une question de vie et de mort pour tous.

Donc, le fait même de la croissance des villes et de la population urbaine en URSS est une manifestation incontestable de la modernisation de la société soviétique, de sa convergence avec l'Occident. Mais ce n'est pas un hasard si nous avons mentionné plus haut le caractère contradictoire de l'urbanisation soviétique. Elle portait en elle aussi des éléments de divergence et était, comme bien d'autres phénomènes, à double sens, signifiant en même temps un pas en avant et un pas en arrière, un mouvement du côté de l'Occident et le contraire. Il existait à cela des causes historiques et actuelles plus nouvelles.

5. Les villes dans la société rurale.

En Europe occidentale la croissance quantitative rapide des villes aux XIX-XXe siècles a été précédée par des siècles d'ascension qualitative, elle était un des pivots centraux de la formation d'un nouveau type de société. Pour reprendre les paroles de Braudel, dès le

XVe siècle, les villes en Occident s'imposaient aux campagnes, soumettant à leur pouvoir les arrondissements par les marchés urbains. "Les prix industriels montaient alors que baissaient les prix des produits agricoles. Ainsi, les villes prenaient le dessus" [11, p 123]. En l'espace de quelques siècles, l'influence des villes a transformé la société de l'Europe occidentale, de sorte que leur croissance quantitative à des époques plus proches de nous s'est avérée être préparée et n'a fait que renforcer, il va sans dire, en affermissant et consolidant, leur suprématie. A cette période, les villes ont modifié la composition sociale de leur population, elles ont créé un mode de vie particulier, ont élevé le tiers état et ont donné naissance, en fin de compte, à la société urbaine fondamentalement différente par son mode d'existence de la société rurale.

Il n'existait rien de semblable dans les villes russes. Sur le plan qualitatif, elles se distinguaient fortement des villes européennes. Encore Pierre Le Grand et Catherine II avaient été préoccupés par l'idée de "la formation d'une classe moyenne, d'une bourgeoisie à l'europpéenne", mais cette idée "fut rejetée par la vie même comme quelque chose de superflu" [12, t. 5, p. 358]. "Nous ne pouvons savoir, écrivait Klioutchevski, dans quelle mesure les succès remportés par la classe urbaine sous Catherine II étaient dus à ses soins et, dans quelle autre, la Russie en était redevable au cours naturel des choses, toutefois ces succès devenaient visibles, seulement ils ne justifiaient pas notre attente... La classe urbaine représentait 1/25 de la population imposable de l'empire" [12, t.5 p. 162-163].

Peu de choses aussi ont changé après Catherine II. Encore à la fin du XIXe siècle, les villes russes accusaient, sous tous les rapports, un retard sur l'Europe occidentale. "L'air des villes russes ne rendait pas, hélas, l'homme libre ni au Moyen Age ni dans les temps modernes. La séparation de la ville et de la campagne s'est tout juste amorcée au milieu du XIXe siècle... Le mode de vie et la mentalité de la population urbaine des petites et moyennes villes gardait encore, dans une grande mesure, des traits paysans... La création d'un mode de vie social et familial urbain se distinguait par une démocratie et une liberté plus grandes, par une existence moins fermée, moins dogmatique et traditionnelle qu'à la campagne, la formation d'un type urbain de personnalité différent du type paysan, était loin d'être achevé... La faiblesse économique de la ville, ses traits agraires, le fait que sa séparation avec la campagne ne se soit pas achevée, autant de faits qui ont empêché la formation d'une bourgeoisie urbaine puissante et forte, la création de traditions démocratiques stables et fortes dans la société russe à l'époque d'avant la réforme. Les séquelles du passé entravaient fortement l'évolution de la société urbaine vers une société démocratique bourgeoise aussi bien après l'abolition du servage... Le passé se faisait sentir à chaque pas, il s'est avéré qu'il était impossible de le surmonter dans les délais brefs qui avaient été impartis à l'histoire de la période capitaliste de la Russie" [3, p. 235-236].

La classe urbaine des "gens moyens" que Catherine II n'avait pas réussi à créer, était peu nombreuse même à la fin du XIXe siècle. L'historien français de cette époque, Leroy-Beaulieu écrivait sur les grandes villes d'alors de la Russie y compris les deux capitales que bien qu'à première vue elles semblent des colonies d'un autre peuple ou d'une autre civilisation, en réalité, elles ne diffèrent pas beaucoup des villages. Les dehors de la vie différent, l'homme est le même. "A part une haute classe, élevée à la discipline de l'étranger, la masse des citadins est, par l'éducation et les goûts, par les usages comme par l'esprit, demeurées voisines des habitants de la campagne." [13, p. 230].

Leroy-Beaulieu exprimait non sans raison l'espoir que les réformes d'Alexandre II et le développement bourgeois général du pays modifieraient la situation, conduiraient, en fin de compte, à l'apparition d'une "classe moyenne puissante, d'une grande et peut être plus encore d'une petite bourgeoisie, servant d'intermédiaire entre les idées d'en haut et les besoins d'en bas. Par là seulement pourra prendre fin le dualisme social, le schisme moral qui depuis Pierre le Grand est l'un des maux de la Russie, et qui survit à l'abrogation des privilèges et des progrès de l'égalité. Alors seulement cette nation, divisée en elle-même, et aujourd'hui encore coupée en deux moitiés séparément impuissantes, pourra donner à l'Europe la mesure de son génie" [13, p. 243].

Rendons hommage à la perspicacité de l'historien français qui avait douté il y a plus de cent ans que la Russie puisse suivre cette voie. "Dieu se garde d'accomplir un tel souhait s'écrieront bien des Russes. Aristocrates ou démocrates, beaucoup en effet sont disposés à prendre en mauvaise part cet inoffensif mot de 'bourgeoisie' qu'il nous ont emprunté, et dont, à l'égard de l'Occident, ils abusent souvent de la plus étrange manière. ...

Ils n'ont pas assez de dédains pour notre société et notre civilisation 'bourgeoises', pour nos libertés et notre régime 'bourgeois'. Ils sont volontiers fiers de n'avoir rien de pareil, ils ne se soucient pas de nous ressembler en ce point. Dans leurs prétentions à l'unité et à l'homogénéité sociale, dans leur antipathie systématique pour les distinctions de classes, ils regardent la bourgeoisie comme une sorte de caste nouvelle ou d'oligarchie ennemie du peuple, sans voir que la fusion des diverses classes, après laquelle ils soupirent, a nécessairement pour effet la formation d'une bourgeoisie, indépendante de tous les préjugés de caste, et seule capable de réaliser dans la nation cette unité morale qui leur tient tant à coeur" [13, p 243].

L'opinion publique était réellement contre les villes. Elles semblaient étrangères à la Russie dès le milieu du XIXe siècle. Les anciennes protestations qu'elles soulevaient rappellent parfois une parodie. Kireevski écrivit un jour à Pogodine: "Nous devrions souhaiter..., que le gouvernement ... interdise l'implantation de fabriques dans l'enceinte des villes et surtout des capitales si elles peuvent, avec le même succès, s'installer à quelques verstes des portes de la ville" [14, p.] Quant à Federov, philosophe religieux de la fin du XIXe siècle, il exigeait, en général, de renoncer aussi bien aux villes qu'aux fabriques. "Une limitation de l'afflux de la population rurale dans les villes (sépulcres de tout ce qui est vivant) n'est pas suffisante... Il faut absolument procéder pour sauver la terre à un recrutement annuel des gens dans les villes pour les transférer à la campagne et à la périphérie en installant des productions artisanales pour remplacer les fabriques" [15, p. 456].

Kireevski, Fedorov sont des slavophiles, des hommes "attachés à leur terre". Mais des motifs analogues se font entendre d'un autre camp. Ogarev, occidentaliste en pure perte, porte un verdict sévère à l'Occident où "la ville a englouti tout". "La situation de l'Europe occidentale devient chaque jour de plus en plus désespérée. Alors que chez nous la lutte se fait naturellement au profit de la campagne parce que nos villes ne sont qu'une fantaisie gouvernementale, en réalité, elles n'ont aucun sens, aucune force. Notre commerce s'effectue par l'intermédiaire des marchés mobiles (foires)... A quoi bon avoir des villes? Toute notre vie se passe à la campagne... Au nom de la vérité et du bien être de la Russie, que les villages restent des villages !" [16, p. 417].

6. Urbanisation façon rurale.

Les conjurations des adversaires de la croissance des villes n'ont été d'aucun secours. Nous avons vu que dès la fin des années 20, l'urbanisation en URSS s'est brusquement accru, et s'il faut se référer à l'expérience occidentale, il fallait s'attendre également à des transformations qualitatives de la société, notamment à ce que se créent rapidement des classes moyennes urbaines. C'est ce qui s'est passé, dans un certain sens, en raison des lois de la convergence, l'impossibilité de vivre dans un milieu urbain et industriel d'après les règles en usage à la campagne, d'avoir une structure sociale très simple, etc. Notons, toutefois, que la convergence est une arme à deux tranchants. Si l'on sort de l'eau pour vivre sur la terre, alors il faut échanger ses branchies contre des poumons pour survivre. Toutefois, la baleine est un mammifère, ce qui ne l'empêche pas de vivre dans l'eau d'où sa ressemblance avec un poisson. Ce ne serait pas ce qui s'est passé avec nos citadins? En résultat de la migration en masse des paysans dans la ville dans les années vingt et surtout dans les années trente, les générations des années 1920 sont devenues les premières de l'histoire du pays à avoir été dans la période de leur plus grande activité (à l'âge de 20 à 50 ans), citadines dans leur majorité. Mais c'étaient des générations urbaines qui comptaient à l'âge de 20 à 50 ans 3 à 4 anciens habitants ruraux par citadin de souche.

On observait une situation analogue dans le groupe précédent des générations nées dans les années dix. Pour les générations plus vieilles, le rapport entre citadins d'origine paysanne et citadins de souche était de 2-3 contre 1, ce qui n'était pas si important car les citadins restaient en minorité dans leurs générations jusqu'à la fin de leur vie. Pour les générations plus jeunes nées dans les années 1930 et plus tard, ce rapport était, au contraire, de très grande importance car la supériorité numérique des citadins à l'âge de l'activité la plus intense grandissait sans cesse. Mais le rapport entre les citadins d'origine paysanne et les citadins de souche à cet âge se réduisait sans cesse. Déjà pour les générations des années trente, ce rapport était de nouveau 2-3 contre 1. Pour les générations plus récentes, même le rapport 2 contre 1 ne peut être atteint en aucune circonstance.

Ainsi, dans les années 1940–1950, nos villes furent envahies par les paysans d'hier. J'ai déjà parlé des dessous amers de cette conquête. "Apportée en sacrifice au Moloch de l'industrialisation, privée de droit, tourmentée par la famine, vidée de son sang, ruinée par la guerre et pas seulement par elle, la campagne cherchait le salut dans les villes, servant là aussi ce même Moloch, portant le poids essentiel de la "construction du socialisme" et de sa défense... Le sens de la conquête dont je parle était loin d'être victorieuse. Seulement ceux qui se sont sauvés, qui ont survécu et se sont installés dans les villes, se sont retrouvés pour un certain temps en très grande supériorité numérique sur les citoyens de souche. L'influence et le pouvoir qui étaient concentrés dans les centres urbains se sont retrouvés de façon naturelle entre leurs mains [17, p.].

"Vous n'avez qu'à lire dans la presse soviétique les nécrologues se ressemblant tous des fonctionnaires de la nomenklatura de la vieille génération, écrit M. Voslenski dans son étude de la "nomenklatura" soviétique, et vous verrez que l'écrasante majorité est originaire de la campagne. On peut voir sur l'exemple suivant le rapport entre les ouvriers et les paysans dans la nomenklatura: en 1946 il y avait dans la région de Minsk 855 dirigeants dont 709 paysans (environ 80%) et 58 personnes en tout issues de famille ouvrière " [18, p. 230].

Après 1946, certaines personnes issues de la paysannerie se sont élevées, à un niveau supérieur, dans la nomenklatura de la région de Minsk. Le tableau 3.6 montre certaines données sur la constitution du Bureau politique du Comité Central du PCR(b), PCU (b), PCUS à diverses périodes allant d'octobre 1917 à mars 1990. On voit nettement que des personnes issues de la campagne ont pris une très grande participation à la direction du parti et donc de l'Etat dans les années 60 et plus tard, époque du leadership naturel des générations des années dix et vingt. En ce sens, l'époque khrouchtchévienne et postkhrouchtchévienne était on ne peut plus rurale, des hommes, qui tiraient encore hier la charrue, tenaient les rênes du pouvoir d'une grande puissance. Il s'agit, certes, non seulement et même pas tellement des membres du Bureau politique qui eux aussi, à vrai dire, n'était pas non plus de la fine fleur urbaine... Il est question de couches plus larges de ceux qui détenaient le pouvoir à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie.

Ainsi, le pays s'urbanisait mais les villes elles-mêmes "se ruralisaient", se transformaient en gros villages, révélant des traits de développement urbain divergents par rapport à l'Occident. Théoriquement, on pouvait néanmoins s'attendre à ce que vivant dans le champ puissant d'influence du milieu urbain, les citoyens frais émoulus se mettent à changer rapidement, à faire siennes les valeurs urbaines, les normes de comportement, les critères esthétiques, etc. En réalité tout n'était pas aussi simple, car les tendances divergentes se faisaient jour également dans le développement du milieu urbain qui se développait sous l'influence de la mentalité et de l'esthétique des nouveaux citoyens, hier encore paysans. Cela concerne également le milieu matériel des villes, leur planification, leur architecture, les procédés de mise en valeur de l'espace, etc.

"La ruralité" de ce milieu sautait aux yeux avant aussi. D'après les impressions assez anciennes des étrangers, "au lieu de serrer leurs habitations les unes contre les autres comme les anciennes villes de France, d'Italie ou d'Allemagne, de former un monde entièrement distinct des campagnes, rempli d'hommes et des oeuvres de l'homme, les villes russes s'étaient et se répandaient dans les champs jusqu'à se confondre avec eux laissant entre les maisons et les édifices publics de vastes espaces que la population ne peut remplir ni animer. Aussi pour le voyageur arrivant de l'Europe, la plupart des villes moscovites ont-elles quelque chose de vide, de désert, d'incomplet; elles font souvent l'effet de leurs propres faubourgs" [13, p. 225]. Ces observations de longue date n'ont pas perdu leur sens aujourd'hui. On ne trouvera aujourd'hui presque dans aucune ville du pays ni de véritable milieu urbain ni d'infrastructure urbaine, même Moscou et Pétersbourg perdent de plus en plus leur aspect de capitale. Par ailleurs, les citoyens ne créent pas seulement le milieu urbain, mais ils sont aussi créés par ce milieu. Les ensembles monotones, peu expressives qui s'étirent même dans les centres-villes, les rues qui se vident le soir, ce n'est pas le meilleur endroit pour la formation de caractères actifs multidimensionnels, pour l'entretien de contacts humains et diversifiés.

7. Les jeux urbains de la répartition.

Et, néanmoins, la raison essentielle du développement divergent des villes soviétiques, qui donne un caractère si contradictoire aux fruits de l'intense urbanisation en URSS a été, certes, le système dominant du "socialisme féodal".

La ville moderne est un lieu par excellence du développement spontané des rapports monétaires et de marché, et c'est justement ce qui fait d'elle une force essentielle qui ne cesse d'exercer son influence sur l'individu. Le marché, l'argent qui ont existé de tous temps, deviennent à l'étape "urbain" de l'histoire un régulateur très puissant de toute la vie sociale. Sans le caractère universel de l'argent, il ne peut y avoir d'homme "urbain" universel. Et "la contradiction entre la limite quantitative et l'infini qualitatif de l'argent" dont parlait Marx [19, t. 23, p. 144] apparaît comme si elle reflète dans un miroir la contradiction de l'existence d'un individu dans un monde de capacités universelles, et donc, dans un monde de choix permanent.

Exprimant la même pensée, Simmel soulignait qu'"à toutes les époques les grandes villes étaient une zone d'économie monétaire" et liait à cette particularité le type même de personnalité du citoyen, qui était un homme rationnel. "L'homme purement rationnel est indifférent à tout ce qui est proprement individuel, parce que les rapports et réactions de cet ordre sont inépuisables au regard de l'intelligence logique, tout comme dans le principe monétaire l'individualité des phénomènes n'entre pas en ligne de compte" [10, p 63]. "Le citoyen type, qui est naturellement le jouet de mille modifications individuelles, se crée un organe protecteur contre le déracinement dont le menacent les courants divergents de son milieu externe: plutôt qu'avec le cœur il réagit à tout essentiellement avec l'intellect, à qui l'éveil de la conscience, comme c'est la même cause qui les a engendrées, donne l'avantage dans l'appareil psychique" [ibid.] .

L'urbanisation intense de la période soviétique s'accompagnait de tout ce que l'on veut sauf du triomphe des rapports de marché. Elle donnait plutôt toutes les raisons de parler du triomphe – et de l'échec complet– du principe de la répartition centralisée.

Tout comme l'industrie et l'agriculture, les villes étaient exclues, peut-être même dans une mesure encore plus grande, de la sphère de la régulation de marché. On estimait que les questions de savoir quel genre d'usines il fallait construire et à quel endroit devaient être réglées par des organes de planification centralisée "sur un fondement scientifique". Mais en réalité, en l'absence de formation des prix de marché, permettant de juger de l'offre et de la demande, des dépenses, etc, ces organes n'avaient tout simplement pas de critères objectifs pour prendre des décisions de ce genre. Par contre, la liberté des évaluations subjectives, de la pression politique, de la corruption dans ces cas était très grande. La répartition des investissements dans l'industrie urbaine et l'économie urbaine se faisait arbitrairement, au gré du hasard.

Certes, l'économie se venge de ce que ses lois ne sont pas respectées. La toute puissance de la planification était une fiction, dégénérait en chaos et en absence de contrôle. En 1931, la séance plénière du C.C. du PC(b) qui était alors le maître absolu du pays avait adopté la résolution "Sur l'aménagement de la ville de Moscou et sur l'amélioration de l'aménagement des villes de l'URSS" où l'on pouvait lire: " La séance plénière du C.C. estime qu'il n'est pas utile d'entasser un grand nombre d'entreprises dans les centres urbains importants existant et propose dans l'avenir de ne pas construire dans ces villes de nouvelles entreprises industrielles, de ne pas les construire, en premier lieu, à Moscou et Leningrad à partir de 1932" [20, t. 4, p. 554]. Depuis, furent adoptées de multiples résolutions du même genre, étendant constamment le nombre de villes dans lesquelles il fallait limiter la construction industrielle (c'est ainsi que fut adoptée en 1956 une résolution du gouvernement sur l'interdiction de procéder à des constructions industrielles dans 48 grandes villes et de les limiter encore dans 23 villes) et des océans de larmes publicitaires et scientifiques furent versés de ce que ces résolutions n'étaient jamais mises en pratique. Elles ne pouvaient être mises en pratique parce que, de par leur idéologie et leur méthodologie, elles se distinguaient peu des recommandations de Kireevski citées plus haut d'interdire "l'implantation de fabriques dans l'enceinte des villes et surtout des capitales".

Cette même stérilisation des mécanismes de marché se faisait dans la vie quotidienne des citoyens. Un jour, Stolypine cita dans une de ses interventions à la Douma d'Etat les paroles de Dostoïevski "L'argent, c'est la liberté en monnaie frappée" [21, p. 105].

L'écrasement de l'économie monétaire, l'exclusion presque intégrale de la sphère de son influence du développement urbain, le remplacement des "jeux de l'échange" par des "jeux de répartition" ont dégénéré en absence de liberté aussi bien pour les citoyens que pour les non citoyens.

La manifestation la plus claire de cette absence de liberté fut la "propiska" (autorisation de résidence) et les limitations qui y étaient liées. Elles apparurent en 1932 à l'aube de l'urbanisation soviétique avec l'introduction des passeports. Ce n'était pas une mesure tout à fait nouvelle pour la Russie. Après l'abolition du servage, le paysan ne pouvait gagner la ville même provisoirement à la recherche d'un gain sans papier qu'il ne pouvait obtenir qu'avec le consentement de la communauté rurale et du maître de la cour paysanne ("dvor"), ce papier n'était délivré que pour un délai déterminé et pouvait ne pas être prolongé ou pouvait même être repris avant l'expiration du délai. Il était encore plus difficile de quitter la communauté rurale pour entrer dans un des ordres urbains. Les règles qui existaient se fondaient sur "la non reconnaissance de la liberté de déplacement pour les paysans, fixaient leur dépendance à l'égard du "mir", de l'administration du village et du volost, parfois même du conseil de province chargé des affaires des paysans, leur soumission au sein de la famille. En réalité, les règles officielles étaient constamment aggravées par des chantages constants et des exactions illégales" [22, p. 209].

A la fin du XIX^e siècle, tout cela était envisagé comme des séquelles du servage, suscitait des protestations constantes de la part des forces politiques les plus diverses. Au début des années 1930, l'expérience de l'administration tsariste, qui semblait avoir été oubliée, s'avéra de nouveau utile. Pour vivre dans la ville, il fallait avoir un passeport avec un tampon donnant droit à la propiska. La propiska était de plus en plus limitée dans la plupart des villes, ce qui fait que non seulement un paysan ne pouvait s'y installer (très longtemps le paysan n'avait pas de passeport) mais un citoyen ne pouvait librement déménager d'une ville à l'autre. Dans le meilleur des cas, il ne pouvait le faire qu'en faisant un échange d'appartement, démontrant une fois de plus les possibilités des rapports d'économie naturelle au XX^e siècle.

La propiska n'était pas simplement une mesure policière, comme on le pense parfois, mais une partie ingénieuse du mécanisme de répartition directe prétendant supplanter de la pratique sociale les mécanismes intermédiaires du marché. Elle était en quelque sorte un privilège appartenant à l'ordre du citoyen, car elle donnait le droit d'obtenir un appartement gratuit, de profiter de toutes sortes d'avantages que présente la ville et qui étaient différents selon les villes, etc. En général, la propiska est une excellente illustration des formes avortées, pour reprendre les paroles de Marx, unissant les nouvelles acquisitions de l'urbanisation (les villes-centres industriels d'un million d'habitants) aux formes archaïques du moyen-âge (répartition directe sous la forme naturelle, absence de liberté de déplacement, etc.).

La plupart des Soviétiques ne comprennent pas aujourd'hui ce qu'est la vente immobilière. Le marché des logements a pratiquement disparu: ils se répartissaient, "étaient attribués", "étaient obtenus". On était, de surcroît, fier de la gratuité des appartements, du coût très bas des services communaux.

Pourtant quelqu'un devait bien payer pour tout cela. C'étaient, certes, tous les "travailleurs" qui le payaient (y compris les paysans qui n'avaient pas le droit au logement urbain) par le biais des retenues évidentes et non évidentes sur leurs gains et là il n'y avait aucune exception. Mais quel logement l'homme recevait-il et le recevait-il en général, cela dépendait d'un grand nombre de hasards ou de résolutions subjectives qui étaient tout à fait incontrôlables par le citoyen.

8. Les nouvelles couches urbaines.

L'absence de couches "moyennes" sociales urbaines est peut être la conséquence la plus importante de la voie particulière prise par l'urbanisation soviétique.

La population urbaine était comme par le passé faiblement différenciée aussi bien du point de vue des biens que de la profession et de la situation sociale. Il y a plus de cent ans, Leroy-Beaulieu a attiré l'attention sur l'extrême pauvreté de la scène urbaine sociale russe avec ses représentants de professions libérales: juristes, médecins, écrivains, professeurs, ingénieurs, notaires, etc. "La Russie n'a jamais connu cette noblesse de robe qui, par le rang et l'esprit, tenait déjà une si grande place dans notre ancienne France... La

Russie de la première moitié du XIXe siècle était encore, sous ce rapport, en arrière de la France du XVIe siècle [13, p. 240].

Je crains qu'elle n'ait encore rattrapé aujourd'hui la France de cette lointaine époque. Il est fort possible que vous trouviez dans des villes de plus d'un million d'habitants comme Kharkov, Nijny Novgorod ou Ekaterinbourg des milliers d'ingénieurs de spécialités les plus diverses. Mais la différence entre un physicien et un chimiste n'est pas fondamentale sur le plan social. Quant à la noblesse de robe, la situation n'est pas toujours brillante. Le système administratif de commande a-t-il laissé beaucoup de place à l'avocat, au juge, au juriste, et au notaire? Les banquiers ou les courtiers ont toujours eu pour nous une résonance exotique. Et pourtant leur activité est liée à quelque chose de plus important que la technique du traitement du métal ou la création d'un réacteur nucléaire. Ils sont des spécialistes dans le domaine de la technologie de la vie dans une société complexe. Cette technologie, est, certes, partout imparfaite mais elle a ses know-how engendrés par des siècles de développement de la civilisation urbaine moderne.

Il va sans dire que l'industrialisation et l'urbanisation ont accompli leur oeuvre, la diversité interne du système social s'est enrichi, la formation de couches urbaines moyennes a relativement progressé au sein de la société soviétique également. Mais que représentent les nouvelles couches urbaines du point de vue social et socio-culturel?

S'il faut parler de la population urbaine en général, le caractère socio-culturel marginal saute aux yeux.

Les migrations rurales dans les villes sont un exemple classique d'une marginalisation de l'homme, source de nombreux syndromes de désadaptation sociale. En URSS comme partout ailleurs, le paysan d'hier ne devenait pas automatiquement un "citadin", une personne individualisée. Ce n'était au début, qu'une transformation formelle, ce qui entraînait des tensions sociales immenses dont on n'est pas toujours conscient.

Des générations entières, des dizaines de millions de personnes se marginalisaient. D'une part, cela conduisait inévitablement à la destruction rapide des stéréotypes socio-culturels de groupe qui s'étaient élaborés au cours des siècles, à leur disparition. La mémoire sociale se perdait, et, par conséquent, le fondement sur lequel se forme naturellement la diversité des modèles culturels individuels se transmettant de parents à enfants, d'une génération à l'autre. D'autre part, l'individualisation de la personnalité était difficilement acceptée par les générations élevées sur les principes ruraux de fidélité aux stéréotypes de groupe. Tout le processus de l'héritage social était désorganisé, et la société était désorientée. Il est naturel qu'avec l'enracinement des anciens paysans, leurs enfants et leurs petits-enfants dans les villes, leur intégration de plus en plus complète dans le système des liens urbains en évolution, la marginalité se dissipe peu à peu, et on serait en droit d'espérer leur "embourgeoisement" de plus en plus intégral, leur transformation dans ces couches moyennes dont rêvaient encore Pierre le Grand et Catherine II.

On ne saurait cependant oublier l'imperfection des liens internes de la société urbaine soviétique dont il a déjà été question. Elle n'est développée, pour l'essentiel, que dans la mesure où l'est la division du travail. Ce développement est, certes, important pour l'économie moderne industrialisée. Elle rend le personnage du spécialiste, c'est-à-dire d'un homme ayant acquis une valeur personnelle sous forme de savoir, de spécialité et de qualification – largement répandu même s'il n'est pas courant. C'est sur cet acquis, surtout s'il s'agit de professions assez rares, intellectuelles ou créatrices, que se base l'indépendance personnelle qui donne naissance à l'autoconscience civique des classes moyennes.

En se penchant au début du siècle sur l'avenir des classes moyennes en Russie, P. Milioukov écrivait que " le troisième état de notre époque se forme avec les éléments les plus divers: c'est en lui que s'élaborent les forces qui ont créé la civilisation de l'Europe contemporaine: la force du capital et la force de la science" [23, p. 251]. Une de ces forces, comme nous le voyons, était inexistante à l'époque soviétique. Il n'y avait pas de "capital", de propriété, il n'y avait pas d'indépendance économique si caractéristique des couches classiques moyennes dans les sociétés de type occidental. Tous nos spécialistes, à quelques exceptions près, – de la jurisprudence ou du jazz, au commerce ou au stylisme – sont des employés d'Etat. A. Amalrick avait parlé de ce "paradoxe de la classe moyenne" dans son célèbre "L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984?". "Comme dans notre pays, nous travaillons tous pour l'Etat, tout le monde a une mentalité de fonctionnaire: les écrivains, membres de l'Union des écrivains, les savants qui travaillent dans un institut d'Etat, les ouvriers ou les

kolkhoziens l'ont au même degré que les fonctionnaires du K.G.B ou du M.V.D. Bien évidemment ce que l'on appelle la "classe moyenne", non seulement n'est pas une exception sous ce rapport, mais elle est précisément la plus marquée par cette psychologie, à ce qu'il me semble, en raison de son contexte social. Beaucoup de membres de cette classe sont justement des fonctionnaires du parti et de l'Etat ... Bien que nous trouvions déjà dans notre pays un milieu social auquel les principes de liberté individuelle, de légalité et de gestion démocratique pourraient être compréhensibles, ... ce milieu est dans sa masse si médiocre, sa pensée si "fonctionnarisée"..., que le succès d'un mouvement démocratique appuyé sur une telle couche sociale reste tout à fait problématique" [24, p. 67-68].

* * *

Ayant formé un réseau développé des villes, ayant fait d'une grande partie de la population de l'URSS une population urbaine, l'urbanisation a apporté une immense contribution à la modernisation de la société soviétique, l'a fait avancer bien loin par rapport à ce qu'elle était à la lisière de la deuxième et troisième décennie du XXe siècle. Mais il est encore trop tôt pour faire un bilan définitif de l'urbanisation. Pour le moment n'a été créée que l'enveloppe matérielle d'une nouvelle société urbaine. Cela se rapporte également aux régulateurs dominants de l'activité humaine, au système des valeurs ainsi qu'à la mentalité des habitants des villes. Un tel résultat est la conséquence de la contradiction interne du processus de l'urbanisation qui a des racines économiques et idéologiques subjectives. Ce qu'il faut à présent, c'est éliminer les contradictions existantes, rendre l'activité urbaine conforme aux exigences véritables de la vie urbaine.

Bibliographie.

1. Lewin M. La grande mutation soviétique. La Découverte, Paris, 1989.
2. Growth of the world's urban and rural population. 1920-2000. UN New York, 1969.
3. Mironov B. N. Les villes russes en 1740-1860: développement démographique, social et économique. L., "Naouka", 1990. (En russe).
4. Résultats du recensement de la population de l'URSS de 1959. (Volume générale). M., 1962. (En russe).
5. Rachine A. G. La population de la Russie en 100 ans. M., 1956. (En russe).
6. Lénine V. I. Développement du capitalisme en Russie. Oeuvres complètes Edit. 5, t. 3. (En russe).
7. La population de l'URSS. 1987: Annuaire statistique. M., 1988. (En russe).
8. Volkov A. G. Recensement de la population de 1937. Mensonges et vérité - Histoire de la population de l'URSS pour 1920-1959. - Goskomstat de l'URSS. Express-information. Série "Histoire des statistiques", Fasc. 3-5 (deuxième partie). (En russe).
9. Hägerstrand T. What about people in regional science? Papers RSA, vol. XXIV, 1970, p. 7-21.
10. Simmel G. Métropoles et mentalité. - In: Yves Grafmever et Isaac Joseph, L'école de Chicago, Aubier, Paris, 1984, 61-77.
11. Braudel F. Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV-XVIIIe siècle. t.2., Les jeux de l'échange. Armand Colin, Paris, 1970.
12. Klioutchevski V. Cours de l'histoire russe. M., 1937. (En russe).
13. Leroy-Beaulieu A. L'empire des tsars et les russes. Paris, Robert Laffont, 1990.
14. Kireevski I. V. Oeuvres complètes en deux volumes. M., 1911. (En russe).
15. Fedorov N. F. Oeuvres. M., 1982. (En russe).
16. Ogarev N. P. Commissions pour se faire une idée de la situation des paysans. Kolokol, fascicule II (1859). (En russe).
17. Vichnevski A. G. A mi-chemin vers la société urbaine. L'homme, 1992, 1. (En russe).
18. Voslenski M. La nomenklatura (fragments). Novy Mir, 1990, 6. (En russe).
19. Marx K., Engels F. Oeuvres. 2e édition. (En russe).

20. Sur l'aménagement de la ville de Moscou et sur l'amélioration de l'aménagement des villes de l'URSS - Le PCUS dans les résolutions et les décisions des Congrès, conférences et séances plénières du C.C. 1898-1970. Edit. 8-c. (En russe).
21. Stolypine P. G. Nous avons besoin d'une puissante Russie... Oeuvres complètes des discours dans la Douma d'Etat et le Conseil d'Etat de 1906-1911. M., 1991. (En russe).
22. Ryndziounski P. G. La paysannerie et la ville dans la Russie capitaliste de la seconde moitié du XIXe siècle. (Les relations entre la ville et la campagne sous le régime socio-économique de la Russie). M., 1983. (En russe).
23. Milioukov P. Essais sur l'histoire de la civilisation russe. Paris, 1901.
24. Amalrik A. L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984? Fayard, Paris, 1970.

Tableau 1. Effectif de l'ensemble de la population de Russie et de sa population urbaine (sans la Pologne et la Finlande)

Années	Ensemble de la population en millions	Population urbaine en millions	Part de la population urbaine en %
1863	70,0		
1867		7,4	
1885	98,7	11,6	11,8
1897	116,2	14,7	12,7
1913	155,4	23,3	15,0

Source: Rachine A.G. Population de la Russie en 100 ans. M., 1986, p. 26, 88.

Tableau 2. Effectif de la population de l'URSS et de sa population urbaine d'après diverses évaluations

	Population		Part de popul. urbaine. %	Population		Part de popul. urbaine. %	Toute la popul. millions (C) p. 151-156
	Ens.	Urb.		Ens.	Urb.		
	(a) p. 542			(b) p.7			
1929	154,3	27,6	17,9	153,4	28,3	18,4	154,7
1933	165,7	40,3	24,3				162,9
1937				163,8	46,6	28,4	162,5
1938				167,1	50,0	29,9	165,5
1939				170,6	56,1	32,9	168,5
1939*				190,7	60,4	31,7	

* Dans les limites de l'URSS après le 17 septembre 1939.

Sources: (a) Construction du socialisme en URSS. Annuaire statistique. M., 1936; (b) Population de l'URSS 1973. Annuaire statistique. M., 1975; (c) Andreev E.M., Darski L. E. Kharkova T. L. - Histoire de la population de l'URSS 1920-1959. Goskomstat de l'URSS. Express-information. Série "Histoire des statistiques", fasc. 3-5 (Première partie).

Tableau 3. Croissance de la population de l'URSS pour 1940-1990.

Années	Ensemble de la population en millions	Population urbaine en millions	Part de la population urbaine, %	Accroissement pour les 10 précédentes années, en millions
1940	194,1	63,1	32,5	
1950	178,5	69,4	38,9	6,3
1960	212,4	103,6	48,8	34,2
1970	241,7	136,0	56,3	32,4
1980	264,5	166,2	62,8	30,2
1990	288,6	190,6	66,0	24,4

Tableau 4. Villes de 100 000 habitants et plus.

Années	Popula- tion, millions	Villes de 100 000 habitants			Y compris d'une popu- lation d'un million d'habitans et plus		
		Nombre des villes	Popula- tion en millions	Part dans l'ensemble de la popu- lation %	Nombre des villes	Popula- tions en millions	Part dans l'ensemble de la popu- lation %
1939*	170,6	82	27,0	15,8	2	7,5	4,5
1939	190,7	89	28,4	14,9	2	7,5	4,0
1959	208,8	148	48,6	23,3	3	9,1	4,4
1970	241,7	221	75,5	31,2	9	19,1	7,9
1979	262,4	270	96,9	36,9	18	31,7	12,1
1989	288,6	296	113,6	39,4	23	41,0	14,2

* Dans les limites de l'URSS avant le 17 septembre 1939.

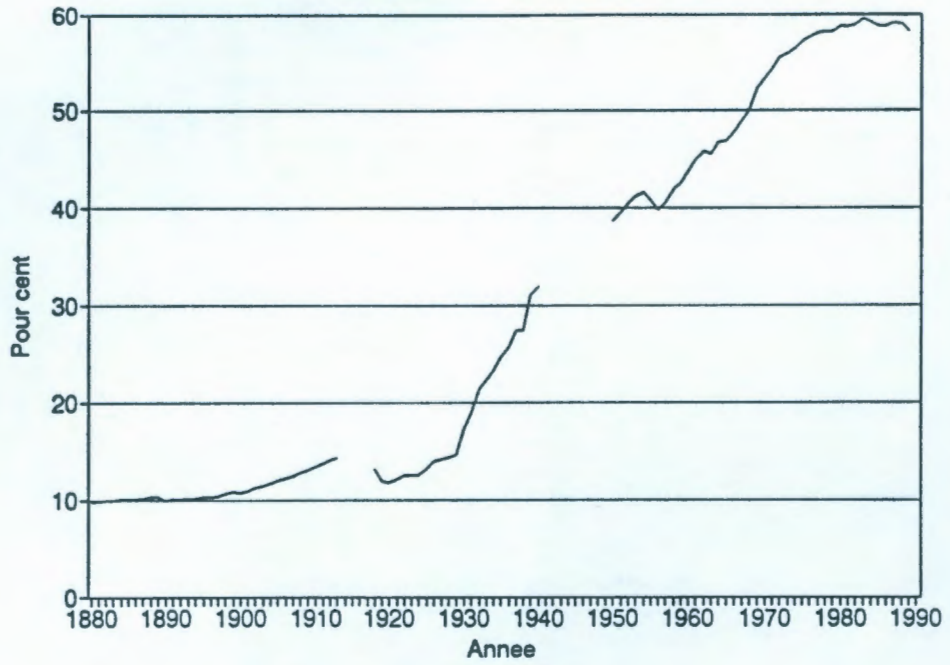
Source: Bilan du recensement de la population de toute l'Union en 1959. URSS (.....) M., 1962, p. 30-34; Economie nationale de l'URSS en 1989. Annuaire statistique. M., 1990, p. 25.

Tableau 6. Origine sociale (en %) des membres du Bureau politique.

	1917- 1925 (Lénine)	1926- 1952 (Staline)	1953- 1964 (Khrouchtchev)	1965- 1984 (Brejnev)	1985- 1990 (Gorbatchev)
Ouvrier	25	44	43	10	14
Paysan	19	24	26	55	43
Intelligentsia	56	20	9	20	10
Absence de donnée		12	22	15	33

Source : Argumenty i fakty, 1991, n° 34, p. 4.

**PART DES NAISSANCES URBAINES
EN RUSSIE-URSS, en %**



**PART DES CITADINS A DES AGES DIFFERENTS
PAR GENERATIONS RN URSS, en %**

